prend absolument pas au sérieux les très graves problèmes financiers qui accablent le Canada.

• (1620)

J'exhorte les députés qui nous font face, et particulièrement ceux qui siègent sur les banquettes arrières à nous appuyer. Nous avons maintenant l'occasion de nous prononcer sur un élément du bill qui n'a pas tellement d'importance pour la réorganisation gouvernementale à proprement parler, qui n'est qu'un élément secondaire de cette mesure. En votant contre cette disposition, nous ne freinerons pas l'élan de cette réorganisation. Nous savons que le gouvernement doit forcer l'adoption de cette mesure. Il est déjà en application depuis 18 mois et nous ne pouvons pas revenir en arrière. Des décisions ont déjà été prises, et nous en sommes conscients. Toutefois, les députés de l'arrière-ban ont l'occasion de manifester leur indépendance à l'égard du gouvernement. Ils peuvent faire connaître leur mécontentement au gouvernement à propos de cet élargissement de l'assiette au beurre au profit du parti au pouvoir, et ils peuvent également prouver aux Canadiens qu'à défaut du gouvernement, les députés de l'arrière-ban au moins prennent très au sérieux la question des restrictions gouvernementales.

M. Lee Clark (Brandon-Souris): Monsieur le Président, je crois que l'amendement dont la Chambre est saisie touche à une question fort importante qui m'inquiète énormément. Devant un amendement de ce genre, monsieur le Président, je commence par demander la raison du changement proposé. Nous, progressistes conservateurs, croyons fermement en la nécessité du changement, mais nous croyons aussi, et c'est un principe fondamental, que tout changement doit être justifié et sa nécessité démontrée. Nous ne croyons pas au changement pour le simple plaisir d'apporter des changements.

Or, quand je me demande pourquoi cette proposition a été mise de l'avant, je n'arrive pas à trouver une réponse satisfaisante. On a dit, évidemment, qu'il fallait augmenter le nombre de secrétaires parlementaires et qu'il fallait parfois nommer des sénateurs à ce poste. Vue sous cet angle, l'action du gouvernement ne s'appuie sur aucune raison vraiment convaincante. Pourquoi faut-il augmenter le nombre des secrétaires parlementaires? On n'a aucunement démontré que cette augmentation se justifiait par une charge de travail accrue.

On ne peut s'empêcher de conclure que cette proposition n'est qu'un exercice d'auto-gratification de la part du gouvernement. En augmentant le nombre des secrétaires parlementaires, on pourra récompenser un plus grand nombre de fidèles partisans, tant à la Chambre qu'à l'autre endroit. Il me semble donc que cela permettrait au gouvernement et au cabinet de mieux tenir en laisse les occupants des banquettes arrière.

Si l'on veut être machiavélique, monsieur le Président, on dira peut-être qu'il serait utile au gouvernement d'accentuer le

Loi organique de 1983

favoritisme au moment où les sondages Gallup montrent que nos vis-à-vis ont raison d'être inquiets, au moment où tout nous porte à croire que le mécontentement gronde dans les rangs, et qu'il faut donc accélérer la distribution des cadeaux. C'est certainement une mauvaise raison pour proposer un changement, monsieur le Président. La seule possibilité de l'existence de cette raison suffit pour que nous nous opposions à cette mesure.

Je m'inquiète particulièrement, monsieur le Président, de la proposition voulant que les sénateurs puissent être nommés secrétaires parlementaires, car je ne vois aucune raison qui puisse justifier ce changement. Aucun d'entre nous certes ne soutiendra que les sénateurs eux-mêmes ont besoin du traitement supplémentaire de quelque \$10,000. Nous ne croyons sûrement pas que les talents font tellement défaut en face qu'il faille se tourner vers le Sénat pour trouver des gens capables d'occuper ce poste si on devait le créer. Nous ne croyons certes pas que cette réforme en soi va réussir à faire du Sénat une institution plus viable qu'elle ne l'est à l'heure actuelle.

Au comité des prévisions budgétaires en général, nous avons exprimé l'opinion que si le Sénat était réformé il y aurait peut-être une raison légitime de présenter cette proposition. S'il est réformé, il conviendra peut-être bien de présenter cette mesure à la Chambre. Mais avant qu'une telle réforme ne s'accomplisse, je ne puis trouver absolument aucune explication logique à cette proposition pour le moment.

On a dit qu'il ne s'agissait que de quatre secrétaires parlementaires et donc d'une dépense de \$40,000 seulement. Je trouve, monsieur le président, que c'est là un aspect très important dont il faut parler. Dans l'esprit de bien des Canadiens, \$40,000 représentent beaucoup d'argent. Ce n'est peut-être pas une bien grosse somme comparée à l'ampleur du déficit que le gouvernement a accumulé jusqu'à maintenant. Pour le chômeur canadien, cependant, \$40,000 constituent une grosse somme.

Nous lisons dans les journaux que les différents ministres de l'autre côté de la Chambre râclent leurs fonds de tiroirs pour trouver des fonds à consacrer à la lutte contre le chômage. On a dit que s'ils en trouvaient, ils les dépenseraient en faveur des jeunes chômeurs. Mais, monsieur le Président, si le gouvernement se soucie vraiment des jeunes chômeurs, il a maintenant l'occasion de retirer cette mesure et d'appuyer l'amendement dont la Chambre est saisie et qui interdira cette dépense de \$40,000. Cela constituerait en soi un geste positif.

J'ai parlé ce matin à une jeune femme qui était profondément affligée. Elle m'a dit qu'il ne lui restait plus que \$86.19, et qu'elle cherchait un emploi et un logement. Pour quelqu'un dans cette situation, et il y en a malheureusement beaucoup trop aujourd'hui, la dépense inutile de \$40,000 est une honte et un acte irresponsable dont tous les députés à la Chambre devraient se préoccuper énormément.